
Infiltration et manipulation des islamistes

Tout au long des mois de février et mars 1992, des articles terrifiants sur les violences des islamistes se multiplient dans les colonnes de la presse « éradicatrice ». À les lire, les sympathisants du FIS basculent massivement dans la lutte armée. En réalité, seules quelques actions terroristes sont recensées et tout porte à croire aujourd'hui que certaines d'entre elles étaient commanditées par la Sécurité militaire.

L'infiltration des groupes et des maquis

Dans les mois précédant le coup d'État, on l'a vu, le DRS avait en effet recruté plusieurs hauts responsables du FIS pour qu'ils incitent leurs troupes à prendre les armes contre le régime. En février 1992, des islamistes comme Saïd Makhloufi (ancien lieutenant passé au MIA) ou les frères Omar et Abdelnacer Eulmi, anciens militants actifs du SIT (Syndicat islamique du travail, lié au FIS) créent ainsi le Mouvement pour un État islamique (MEI). En fait, ils y ont été encouragés par des dirigeants du FIS collaborant secrètement avec le DRS, comme Khaled Bouchemal ou Sid Ahmed Larhani.

D'après l'ex-colonel Samraoui, Bouchemal et Lahrani espionnaient et manipulaient à leur insu les dirigeants du MEI pour le compte de Smaïl Lamari, le patron de la DCE, dont les services n'auraient pas hésité à rédiger des faux communiqués signés de leur mouvement : « Dès que paraissait un vrai communiqué (revendiquant un "État islamique en Algérie", protestant "contre l'interruption du processus électoral" ou appelant au *djihad*), le commandant Amar sortait immédiatement un faux (rédigé par le capitaine

Djaâfar et authentifié par un tampon identique aux vrais communiqués) pour discréditer le vrai, ou pour exacerber les revendications », révèle l'ancien numéro deux de la Direction du contre-espionnage¹. D'après Samraoui, les responsables du MEI « finirent par découvrir le subterfuge monté par la DCE », mais n'étant qu'une poignée, « ils ne pouvaient pas rivaliser avec la machine de propagande du DRS² ».

Si certains dirigeants du FIS jettent de l'huile sur le feu pour le compte du DRS, d'autres cherchent réellement à prendre les armes. Début 1992, certains d'entre eux prennent ainsi contact avec les leaders des maquis, souvent d'anciens bouyalistes. Le 16 janvier, une réunion est même organisée à Zbarbar, entre Lakhdaria et Blida. Elle rassemble d'anciens bouyalistes désormais affiliés au MIA (Abdelkader Chebouti, Mansouri Meliani, Hocine Abderrahim) et des radicaux du FIS (comme El-Hachemi Sahnouni, agent, on l'a vu, du DRS)³. Selon l'ex-colonel Samraoui, qui parvint à l'époque à faire infiltrer la réunion, elle ne déboucha sur aucun résultat concret car Saïd Makhloufi, chargé de la coordination de la lutte armée, « estimait que ses troupes n'étaient pas prêtes à affronter l'ANP et souhaitait mener d'abord une action de sensibilisation en direction de cette dernière⁴ ». Une prudence qui aurait été partagée à l'époque par Abdelkader Chebouti, désigné « émir national » des groupes armés.

Mais au fil des semaines, grâce aux agents qu'elle parvient à infiltrer au cœur des groupes armés, la Sécurité militaire réussit à faire basculer la situation dans une logique de guerre civile.

L'une des infiltrations les plus réussies est celle du lieutenant du DRS Farid Achi : « Début 1992, se faisant passer pour un islamiste, Achi conseilla à Mansouri Meliani [un des chefs des groupes armés] de créer des groupes mobiles à l'intérieur des villes », nous a raconté le colonel B. Ali. « Envoyer des agents dans les maquis, c'était très difficile. En revanche, dans les villes, les services pouvaient beaucoup plus facilement infiltrer des officiers⁵. »

En octobre 1992, suite à l'échec d'une réunion organisée à Tamesguida entre certains groupes armés et les radicaux du FIS, le groupe de Meliani (lui-même a été arrêté en juillet 1992) et les cellules de Abdelhak Layada créent le « Groupe islamique armé » (« GIA »). Ce mouvement est infiltré dès le départ par des agents du DRS, à commencer par leur chef, Layada⁶, et recrute activement de jeunes révoltés, évidemment inconscients d'être manipulés. Ayant prouvé son efficacité dans l'obtention d'armes, de planques, de fonds et de recrutement d'insurgés, Farid Achi en devient rapidement l'un des dirigeants. En fait, dès cette date, il aurait « recruté pour le GIA des collègues officiers des services de renseignement⁷ ». « Achi pouvait fournir des talkies, des armes, des planques, il avait tout, c'était incroyable », confirme le colonel Ali.

Après avoir gagné la confiance de plusieurs groupes armés, Achi aurait communiqué l'adresse de leurs planques aux services de sécurité : « Le résultat

est qu'un grand nombre d'insurgés furent tués. De plus, il aurait entraîné avec lui d'excellents combattants dans des accrochages dont ils n'auraient aucune chance de sortir vivants. [...] Achi fit aussi tuer plusieurs policiers, indicateurs, magistrats et fonctionnaires par d'authentiques combattants du GIA qui ne se doutaient de rien. Ces cibles étaient de véritables sympathisants de l'insurrection islamiste qui avaient fourni des renseignements aux insurgés⁸. »

Après avoir infiltré les groupes armés de façon « classique », Farid Achi les aurait même incités à « commettre des attentats pour retourner l'opinion⁹ ». Dès février 1992, juste après l'instauration de l'état d'urgence et dans un contexte où le colonel Smaïl Lamari veut inciter les policiers à s'impliquer d'avantage dans la « lutte antiterroriste », deux opérations célèbres, celles de la rue Bouzrina et celle de l'Amirauté auraient également répondu à cette logique.

Les affaires de la rue Bouzrina et de l'Amirauté

Tout commence dans la nuit du 9 au 10 février 1992, à Alger. Cette nuit-là, vers 4 h 45 du matin, une habitante de la Casbah appelle le PCO (poste de commandement opérationnel de la police), et affirme que deux hommes sont en train de cambrioler un domicile rue Bouzrina : « Moins de cinq minutes plus tard, se souvient l'ex-colonel Samraoui, deux voitures avec sept policiers d'un commissariat proche [...] se rendaient sur les lieux. C'était un traquenard ! Attendus, les six policiers [...] furent criblés de balles et délestés de leurs armes et des radios qu'ils portaient. [...] Il s'agissait des premiers policiers victimes de la "sale guerre"¹⁰. » Le lendemain de l'opération, la presse algérienne relate l'embuscade avec beaucoup d'émotion. Elle sera mise sur le dos de Moh Leveilley et de son adjoint, Abdelhak Layada, deux « islamistes » travaillant secrètement pour la Sécurité militaire¹¹. Très choqués par l'attentat, dans lesquels plusieurs des leurs ont trouvé la mort, les policiers d'Alger commencent à « avoir la haine » contre les islamistes.

Trois jours après l'attaque de la rue Bouzrina, une nouvelle opération est menée, apparemment par le même groupe : dans la nuit du 12 au 13 février, trois sous-officiers et deux marins venus convoyer une vedette militaire dans le port d'Alger pour réparation se dirigent vers le bâtiment de l'Amirauté. Ils attaquent par surprise les gendarmes qui gardent les lieux. Après un échange de tirs, ils parviennent à se faire ouvrir l'armurerie. Plusieurs militaires sont tués, mais une patrouille de police met finalement les assaillants en fuite. Ils sont arrêtés un quart d'heure plus tard à l'entrée de Bab-el-Oued. Le surlendemain, la presse annonce que le groupe terroriste était dirigé par Moh Leveilley et qu'il a agi grâce à la complicité de trois militaires pro-islamistes, qui avaient décidé de rejoindre les groupes armés.

Dans les jours qui suivent, les affaires de la rue Bouzrina et de l'Amirauté vont être présentées par le clan éradicateur comme la preuve que l'Algérie est en train d'être prise en otage par de sanguinaires terroristes intégristes : mi-février, *Alger républicain* évoque ainsi 2 500 « Afghans », de véritables « forces de la mort » qui auraient regagné l'Algérie pour « former la colonne vertébrale des milices du FIS » et qui seraient en mission dans « plusieurs régions du pays ¹² ». Le même jour, le ministère de l'Intérieur évoque à la télévision des « Afghans » prêts à « attaquer ouvertement les forces de sécurité » et des groupes de *El-hijra wa Takfir* cherchant à « s'infiltrer au sein de la population » pour « mener des actions de sabotage ¹³ »...

Réalité ou fiction ? Pour en avoir le cœur net, un reporter d'*El-Watan* prend son courage à deux mains et s'aventure dans le quartier de la rue Bouzrina, censé abriter de sanguinaires commandos islamistes. Arrivé sur place, il découvre surtout l'immense misère dans laquelle survivent la majorité des habitants de la Casbah : « En avançant à travers les dédales de ruelles sinueuses, un immense sentiment de malaise nous envahit : comment des Algériens peuvent-ils encore, à l'heure où le pays parle de progrès, vivre dans de telles conditions ? Murs délabrés, bâtisses branlantes à la peinture défraîchie par le temps, tout ici menace ruine. [...] Les locataires adossés aux murs nous dévisagent d'un œil réprobateur. »

« Depuis jeudi soir, expliquent les habitants au journaliste d'*El-Watan*, nous vivons dans le cauchemar. Notre vue s'est brouillée à force de pleurer nos morts. Nous vivons dans la peur et l'angoisse la plus totale. [...] Nous ne voulons pas de ces "Afghans", s'ils existent vraiment. Ce sont les nôtres qui sont morts. Nous ne voulons pas d'étrangers non plus, allez-vous-en ¹⁴. » À l'évidence, la population de la Casbah souffre plus de la misère et de la répression que d'hypothétiques commandos de *El-hijra wa Takfir*. Mais la presse officielle reprend sans sourciller les communiqués alarmistes du général Larbi Belkheir, le ministre de l'Intérieur : pour *El-Moudjahid*, l'Algérie est la « cible privilégiée des mollahs » et elle est victime d'une « stratégie de déstabilisation du monde musulman par le régime iranien ¹⁵ ». Dans le contexte de l'époque, toute cette propagande initiée par le « clan éradicateur » du haut commandement militaire vise manifestement à terroriser la population et à la retourner en faveur du régime. D'où la question : l'opération de la rue Bouzrina fut-elle réellement commanditée par de hauts responsables islamistes ?

Quelques jours après qu'elle a eu lieu, les services de renseignement aiguillent la police vers de jeunes sympathisants du FIS censés s'être rendus complices de l'opération : « Nous les avons arrêtés, interrogés et tout fait pour obtenir des informations, se souvient Kamel B., l'un des policiers chargés de l'enquête. Moi, j'avais l'impression qu'ils étaient innocents. Ils étaient sympathisants du FIS mais n'avaient jamais eu affaire à la justice. Nous n'avons donc

rien appris. Mais les services de renseignement se sont mêlés de l'affaire, s'en sont accaparés et nous ont traités d'incompétents ¹⁶. »

Quant aux membres du groupe de Moh Leveillely arrêtés après les attentats de la rue Bouzrina et de l'Amirauté, certains sont liés à la Sécurité militaire. Juste après leur arrestation, l'ex-colonel Samraoui est en effet témoin d'une scène étrange : « Le lieutenant-colonel Sadek Aït-Mesbah reçut à Ain-Naâdja un appel téléphonique de la femme qui avait donné le coup de fil de la nuit du 9 au 10 février à propos de la rue Bouzrina. Étant présent dans son bureau, rien ne m'échappa de leur conversation. J'appris ainsi que cette dame était un agent de la SM : elle s'inquiétait du sort de son fils et demandait de ses nouvelles. Or le fils en question [...] faisait partie du groupe de Moh Leveillely, l'un des auteurs présumés des tueries de la rue Bouzrina et de l'Amirauté ¹⁷. »

Comment expliquer que la mère de l'un des terroristes ayant participé à l'attaque de la rue Bouzrina téléphone au haut commandement militaire de Aïn-Naâdja pour avoir des nouvelles de son fils ? Pour l'ex-colonel Samraoui, cette anecdote montre que certains terroristes officiellement arrêtés travaillaient en fait pour le compte du colonel Smaïl Lamari, dit « Smaïn », patron de la DCE, et qu'ils étaient en mission de « guerre psychologique » : « D'après mes recoupements, [...] le plan conçu par le colonel Smaïn n'avait pour but que la « sensibilisation » des policiers au danger islamiste et le déclenchement d'une effroyable mécanique de la haine (massacres-représailles). »

Les patrons du DRS auraient ainsi joué un double jeu : « En direction de la plupart des cadres du DRS comme moi-même, il était dit que l'infiltration des groupes islamistes avait pour but de mieux les connaître afin de les détruire, option qui nous semblait somme toute classique dans le cadre d'une guerre antisubversive. Mais en réalité, avec la complicité active et secrète d'un très petit nombre de cadres du DRS triés sur le volet bien avant le coup d'État (dont les commandants Amar Guettouchi, pour la DCE, et Bachir Tartag, pour la DCSA), cette infiltration avait d'abord pour objectif d'attiser la violence « naturelle » de ces groupes, en les poussant à multiplier les actions contre des éléments des forces de sécurité, de façon à nous faire tous basculer complètement dans le camp des « janviéristes » ¹⁸. »

Dès le début 1992, le patron de la DCE, déçu par la modération des islamistes réunis à Zbarbar, il supervise la création de groupes armés « autonomes » à Dergana et à Herraoua, à la périphérie est d'Alger : « La logistique (caches, ravitaillement, moyens de transmission...) était assurée par l'ex-adjutant Abdallah Kaci, dit « Chakib », un ancien des services opérationnels de la SM », révèle l'ex-colonel Samraoui ¹⁹.

Des baskets pour les terroristes

Durant la première année de la « sale guerre », la création *ex nihilo* de groupes armés islamistes par le DRS ou l'infiltration des premiers groupes vraiment indépendants qui se forment alors vise donc d'abord à orienter leurs actions violentes contre les forces de sécurité, pour les rallier à la guerre d'« éradication ». Mais il s'agit aussi d'attirer vers les maquis les jeunes révoltés par la violence de la répression, afin de mieux s'en débarrasser.

Tel est par exemple l'objectif d'une étonnante manipulation, à l'origine du surnom de « tangos » qui sera donné par la suite aux terroristes islamistes par les hommes du DRS et des forces spéciales. En 1998, le journaliste italien Valerio Pellizzari racontera que le DRS, en 1993, avait commandé en Corée des baskets de la marque « Tango » ne se vendant ni en France ni en Algérie. « Le lieutenant Farid Achi, infiltré [dans le GIA], a distribué deux cents paires de "Tangos" aux insurgés de l'Algérois. Les forces de sécurité ont systématiquement liquidé tous ceux qui étaient repérés avec ces chaussures. Et elles rigolaient du nombre de "tangos" qu'elles tuaient ainsi chaque jour²⁰. » Selon certaines sources, le lieutenant Achi auraient été plus tard éliminé par Sid Ahmed Mourad, un des chefs des GIA, qui avait compris qu'il travaillait pour les services (selon d'autres sources, il aurait continué à instrumentaliser le GIA au moins jusqu'en 1997).

Pour ne pas laisser de témoins, d'autres infiltrés auraient été exécutés par la Sécurité militaire elle-même : dans son livre, l'ex-colonel Samraoui raconte l'histoire de l'adjudant Omar, de son vrai nom Youcef Belaâla, typique des méthodes employées par le DRS lorsqu'un de ses agents était démasqué. Chargé de créer un groupe islamiste au printemps 1992 alors qu'il était toujours en fonction à Constantine, l'adjudant Omar recruta de jeunes islamistes qui étaient loin de se douter qu'il roulait en réalité pour le compte du DRS et il les chargea d'assassiner des policiers et des militaires, ainsi que de poser des engins explosifs pour semer la terreur chez les habitants de la ville.

Mais, en 1994, l'un des membres de son groupe fut arrêté par les services de sécurité : « Il risquait de donner des informations permettant de remonter à son "émir". Paniqués par le fait que l'implication de la SM risquait d'être dévoilée si Omar était arrêté, les responsables locaux de la DCE décidèrent de l'éliminer pour faire croire aux autres services de sécurité – police et gendarmerie nationale – que ce sous-officier était un authentique terroriste. » Le soir même, il était arrêté, torturé et liquidé²¹. Un cas parmi d'autres illustrant la politique du DRS : nombre de ses agents infiltrés dans les maquis seront ensuite éliminés.

Ultime conséquence de la stratégie de « remaquisation de l'Algérie » mise en œuvre par les « janvériistes » dès 1991 : les militaires en charge de la lutte antiterroriste doivent faire le tri entre les vrais maquis islamistes en lutte

contre le régime, qu'il faut décimer, et les maquis infiltrés ou totalement contrôlés, qu'il faut protéger : responsable de la cellule de renseignement du Poste de commandement opérationnel, l'ex-colonel Samraoui a du mal à s'y retrouver : « Je ne comptais plus les interventions du colonel Kamel Abderrahmane, de Amar ou de Tartag, pour me demander de relâcher tel ou tel, qui venait d'être arrêté, car il "travaillait" avec eux. [...] C'est dans cette cacophonie que la lutte contre les "intégristes" a été engagée²². »

Début 1993, c'est dans cette situation confuse que l'unité de para-commandos des forces spéciales du lieutenant Habib Souaïdia est mutée à Lakhdaria : « On s'était mis en dehors de la ville, pour ne pas être aperçus par des gens, car la "Sécurité" [des hommes du CPMI de Ben-Aknoun ou du CTRI de Blida] travaillait tout le temps avec nous. On nous envoyait à chaque fois quatre ou cinq officiers d'Alger. Ils arrivaient avec des noms de "terroristes" en disant qu'il fallait les arrêter²³. » Mais alors qu'à proximité du cantonnement de Habib, se trouve les maquis de Zbarbar, le secteur semble étrangement intouchable : « Jusqu'en 1995, on n'a jamais mis les pieds à Zbarbar, alors que la région pouvait abriter jusqu'à 1 000 terroristes, explique Souaïdia... Si on demandait à un général de pouvoir intervenir, il nous disait qu'il ne pouvait pas nous y autoriser, que c'était trop dangereux. Nous, on disait : "Mais il faut prévenir le chef de région que des groupes armés très dangereux harcèlent, tyrannisent la population dans ce secteur !" Mais, ils ne voulaient pas, je sais pas pourquoi, aller dans certains endroits. [...] Ils voulaient peut-être que le terrorisme dure. Pourtant, on avait les moyens d'intervenir, on avait des hélicos, des blindés, des unités spéciales, on aurait pu les faire venir et attaquer les maquis... [...] Au lieu d'affronter les hommes armés dans les maquis, on nous demandait de procéder à des arrestations de civils soupçonnés, disait-on, de "complicité avec les groupes armés"²⁴. »

D'après le témoignage d'un adjudant-chef d'infanterie recueilli confidentiellement par Mireille Duteil et Pierre Dévoluy, certaines opérations de l'armée étaient même annulées en raison de la présence de trop nombreux agents du DRS au sein des groupes pourchassés : « Nous risquions de tuer d'avantages des nôtres dans la bande pourchassée que d'authentiques terroristes²⁵ ! »

Menées dans le plus grand secret, ces infiltrations de maquis ne font évidemment pas la Une des journaux. En ce premier semestre 1992, elles sont encore largement ignorées du grand public qui focalise son attention sur le paravent civil du régime : le président Mohamed Boudiaf.